



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Secrétariat général pour les affaires régionales
Plate-forme régionale des achats Centre-Val de Loire

**ACCORD CADRE RELATIF AUX PRESTATIONS DE
MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES
EQUIPEMENTS ELEVATEURS (ASCENSEURS, MC,
EPMR ET PFE), DE PRESTATIONS ASSOCIEES ET DE
LA FOURNITURE DE PIECES DETACHEES POUR LES
SERVICES ET CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS
DE L'ETAT EN REGION CENTRE-VAL DE LOIRE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)**

Numéro de consultation : 2026_CVDL_ASCENSEURS

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Ce document comporte 17 pages.

Table des matières

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES TYPES D'APPAREILS.....	3
1.1 MODALITÉS PRÉALABLES À L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	3
1.2 DÉROULEMENT DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	5
1.3 COMPTE-RENDU DES INTERVENTIONS ET RAPPORTS.....	8
1.4 PRESTATIONS ASSOCIÉES.....	9
1.5 RESTITUTION DES DOCUMENTS.....	12
ARTICLE 2 - NATURE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DUES PAR LE TITULAIRE	12
2.1 MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET DES MONTES CHARGES ACCESSIBLES.....	12
2.2 MAINTENANCE DES MONTES-CHARGES INACCESSIBLES, DES ÉLEVATEURS POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE, DES PLATEFORMES ÉLEVATRICES.....	15

Le présent document est commun à tous les lots. Les prestations sont réalisées dans le respect de la réglementation et des règles de l'art de la profession.

1.1 Modalités préalables à l'exécution des prestations de maintenance

Les documents indiqués dans le tableau ci-dessous sont nécessaires pour assurer la maintenance des installations. S'ils ne peuvent être fournis par le service bénéficiaire, ils doivent être remis par le titulaire du marché dans les conditions ci-après :

Articles du CCTP	Intitulés des documents	ASC	EPMR	MC	PFE
1.1.1	Notice des instructions	x	x	x	x
1.1.2	État des lieux	x	x	x	x
1.1.4	Étude de sécurité	x	x	x	x
1.1.5	Plan d'entretien	x	x	x	x
1.1.6	Calendrier d'exécution des prestations	x	x	x	x

1.1.1 Notice des instructions

En application de la directive 95/16/CE du 29/06/25, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs, la notice des instructions (ou notice d'instruction), contient les plans et schémas nécessaires à l'utilisation courante, ainsi que ceux relatifs à la maintenance, l'inspection, la réparation, les vérifications périodiques et la manœuvre de secours de l'appareil.

Élaboré par le fabricant et/ou installateur à l'origine de l'appareil, ce document est appelé également « manuel d'instructions ».

Lors de l'état des lieux, le service bénéficiaire remet au titulaire la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'appareil.

À défaut de l'existence de celle-ci, le titulaire du contrat élabore ce document et le remet au service bénéficiaire, conformément à l'article 4.2.5 alinéa 1 de la norme AFNOR P 82-022.

Le coût de la prestation d'établissement de ce document est indiqué en annexe 5 à l'acte d'engagement conformément à l'article 1.4.1 du présent CCTP.

1.1.2 État des lieux

Au plus tard dans les 30 jours calendaires après la date de notification du bon de commande, le titulaire dresse l'état des lieux initial et contradictoire des appareils pris en charge « en l'état ».

Un modèle d'état des lieux figure à l'annexe 2 au présent CCTP. L'état des lieux doit permettre d'identifier les appareils dits « sensibles, vétustes ou atypiques » qui nécessitent une attention particulière dans le but de prévenir et de raccourcir leur durée d'immobilisation notamment dans l'approvisionnement en pièces détachées lorsque celles-ci ont dépassé la durée de disponibilité (cf. article 1.2.5). Le titulaire informe dans l'état des lieux des risques d'immobilisation et détaille au service bénéficiaire la manière dont il gère la survenance d'une panne sur ce type d'appareil.

Rédigé et signé de manière contradictoire par le titulaire « entrant », en présence du service bénéficiaire ou de son représentant et, le cas échéant, du titulaire « sortant ». Il mentionne en particulier la (liste non exhaustive) :

- la localisation et la typologie du site, bâtiment ;
- le type d'équipement et ses caractéristiques techniques pour chaque équipement ;
- l'état de ces équipements ;
- l'âge des pièces les plus importantes au regard de leur durée de disponibilité (cf article 1.2.6) ;
- les défaillances identifiées.

En cas de négligence ou de carence dans l'exécution des clauses du précédent contrat, dûment constatées durant l'état des lieux, les remises en état nécessaires sont à la charge exclusive du titulaire « sortant ».

A défaut de signature de l'état des lieux par le titulaire « entrant » ou de réalisation dans le délai imparti de l'état des lieux, les installations sont réputées en bon état de marche et de fonctionnement.

A la cessation de l'accord-cadre, le titulaire « sortant » s'engage à laisser les appareils en parfait état de sécurité, de fonctionnement et de propreté.

Un état des lieux contradictoire de fin de contrat est établi avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. Les réserves émises par le futur titulaire « sortant » à cette occasion, et non levées à cette date (date d'expiration de chaque lot), le seront par le nouveau titulaire « entrant » aux frais du sortant. Cet état des lieux peut être programmé et organisé conjointement avec le service bénéficiaire lors de la dernière visite préventive, objet du bon de commande.

De manière à assurer la continuité du service de télé-alarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin des prestations de maintenance, le titulaire « sortant » s'engage à transmettre sans délai au titulaire « entrant » les appels qu'il pourrait recevoir et ce pendant une durée de 30 jours calendaires suivant la date de prise en charge des appareils telle que définie à l'article 1.2.1 du présent CCTP.

1.1.3 Prise en compte de la vétusté

Si le titulaire constate lors de l'état des lieux d'entrée ou dans l'exécution du contrat, l'existence de problèmes liés à la vétusté, il doit en définir la nature, les conditions de sa constatation et les conséquences notamment en matière de sécurité.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de signaler au service bénéficiaire tout vice caché dans un délai de 2 mois à partir de la remise de l'état des lieux.

Ces éléments sont consignés dans un rapport écrit et remis au service bénéficiaire dans un délai de 15 jours calendaires à compter de leur constatation.

1.1.4 Étude de sécurité

Le titulaire réalise également une étude de sécurité, telle que définie dans le décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008, dans les 6 semaines qui suivent la prise en charge des appareils en cas de changement de titulaire. Une copie de cette étude de sécurité est communiquée au service bénéficiaire, et affichée en machinerie ou à tout autre endroit pour permettre au personnel du titulaire ou à tout intervenant sur l'appareil d'en prendre connaissance avant intervention. Il identifie également les risques présentés par l'ascenseur nécessitant la mise en place de dispositifs de sécurité tels que définis par la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat complétés par l'identification de certains risques déterminés par la norme européenne EN 81-80 SNEL (norme de sécurité pour les ascenseurs existants) ou équivalent.

1.1.5 Plan d'entretien

Sur demande expresse d'un service bénéficiaire, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'émission de la demande, par tout moyen permettant d'en

attester date certaine de réception et sans donner lieu à facturation supplémentaire, un plan d'entretien explicitant sa méthode de maintenance pour l'appareil considéré.

Ce plan d'entretien doit préciser le contenu des vérifications en tenant compte :

- des caractéristiques du lieu desservi ;
- des technologies spécifiques de l'appareil ;
- de la fréquence d'utilisation ;
- des prescriptions du constructeur ;
- des obligations de résultat telles que énumérées à l'article 18 du CCAP ;
- du type d'appareil.

Il est rappelé qu'une attention particulière doit être apportée aux appareils « atypiques et/ou sensibles ».

1.1.6 Calendrier prévisionnel d'exécution des prestations

Le titulaire programme les dates et les modalités des visites préventives en accord avec le service bénéficiaire. En cas de désaccord ou d'impossibilité de maintenir la date programmée, ce dernier communique une nouvelle date au titulaire au moins 1 semaine à l'avance.

Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations, notamment des interventions semestrielles et annuelles, est soumis au service bénéficiaire dans un délai de 30 jours calendaires après l'émission du bon de commande.

1.1.7 Modalités d'organisation du traitement des demandes d'interventions sur sites

Les modalités d'organisation du traitement des demandes d'intervention sont définies dans le plan d'entretien ou lors de la programmation des visites préventives avec le service bénéficiaire ou le responsable de site. Elles comprennent, a minima, les dispositions suivantes :

- les demandes d'interventions sont déclenchées soit par le dispositif de télésurveillance, soit par appel téléphonique et confirmée par tout moyen au numéro unique du titulaire affecté à la prise en compte des demandes de dépannages, ou par courriel avec accusé de réception, soit par l'outil de gestion dématérialisé proposé par le titulaire ;
- le résultat des interventions est communiqué à la fin de celles-ci par tout moyen dématérialisé (courriel, outil de gestion) ;
- les communications téléphoniques sont gratuites ou au prix d'un appel local ;
- les coordonnées téléphoniques ainsi que les courriels sont communiqués au service bénéficiaire et au responsable de chaque site lors de l'état des lieux, ou lors de l'émission des bons de commande.

Pour les appareils équipés d'un dispositif de télésurveillance, la prise en compte du délai d'intervention et de remise en service démarre dès l'immobilisation de l'appareil.

Pour les autres appareils, les délais courent à partir de l'heure de réception de la demande d'intervention. La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone du titulaire sont apposés sur la porte des locaux techniques où le titulaire est appelé à intervenir.

1.2 Déroulement des prestations de maintenance

1.2.1 Date de prise en charge des appareils

Le titulaire est réputé prendre en charge les appareils à partir de l'état des lieux établi dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCTP. A défaut de signature de l'état des lieux "entrant" ou de réalisation de l'état des lieux dans le délai imparti, la date de prise en charge des appareils élévateurs sera la date de notification du bon de commande.

Sur la base du bon de commande, les prestations incluses dans chaque forfait sont exécutées dès réception de ce dernier émis par chaque service bénéficiaire, et après la prise en charge des installations.

Les opérations de maintenance hors forfait, sont exécutées sous forme de commandes supplémentaires éditées après la réception d'un devis du titulaire.

1.2.2 Obligations du service bénéficiaire

Le service bénéficiaire et le responsable de site s'engagent à :

- faciliter l'accès de ses locaux aux techniciens du titulaire munis de leur carte professionnelle ;
- fournir l'alimentation électrique et téléphonique de l'installation ;
- laisser libres les accès prévus pour la maintenance du matériel ;
- faire vérifier périodiquement le bon fonctionnement de son installation conformément à la législation ;
- faciliter l'accès aux documents techniques des appareils (notamment carnet d'entretien, notices d'instructions, etc).

Ils avisent le titulaire par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure exacte :

- de toute mise hors service permanent, démontage, remplacement des installations objet du marché ;
- des modifications importantes extérieures à ces installations intervenues depuis la dernière visite de vérification (modification dans la disposition, l'utilisation, la composition des locaux, etc), ainsi que tout incident survenant en cours d'utilisation.

Ils doivent également s'interdire de modifier l'un des éléments ou d'intervenir sur les installations en dehors des conditions normales de fonctionnement sans informer le titulaire.

1.2.3 Délai de remise en service

Le délai maximal de remise en service et de réparation court à partir de la date et l'heure de réception de la demande d'intervention et correspond à l'intervalle de temps entre la date et l'heure de réception de la demande d'intervention et date et l'heure de la remise en service de l'installation défaillante.

➔ En cas de dépannage SANS remplacement de pièces

Lorsque le titulaire assure la remise en service d'une installation sans remplacement de pièces, le délai fixé pour la remise en service est celui du délai de dépannage.

➔ En cas de réparation AVEC remplacement de pièces

Le titulaire remet l'installation en service dans un délai maximum de 10 heures pour les réparations définies aux articles 2.1.2.2, 2.1.4, 2.2.3 et 2.3.3 du présent CCTP.

En cas de réparations non définies aux articles 2.1.2.2, 2.1.4, 2.2.3 et 2.3.3 du CCTP, le titulaire remet l'installation en service dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

Dans le cas où ce délai ne peut être respecté, le titulaire informe par écrit le service bénéficiaire et doit obtenir son accord.

Le service bénéficiaire se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée.

Dans tous les cas où la réparation nécessite la commande de pièces ne figurant pas à l'annexe 5 de l'acte d'engagement, le titulaire dispose d'un délai de 4 jours ouvrés à compter du jour de

l'information signalant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au service bénéficiaire.

1.2.4 Modalités d'information et de sécurité des usagers

Le titulaire informe les utilisateurs, par affichage en cabine de la dernière date de maintenance.

Lors de la réalisation de travaux d'entretien, le titulaire informe les usagers, par voie d'affiches sur les portes palières idoines de l'appareil immobilisé, de l'existence d'un dysfonctionnement et de sa date prévisionnelle de remise en service. Il prend également les dispositions nécessaires pour interdire l'accès, les chutes et l'utilisation de l'appareil au cours de son intervention.

1.2.5 Disponibilité des pièces détachées

La maintenance, la réparation ou le remplacement des pièces incombent au titulaire lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Les pièces de rechange peuvent provenir à qualité égale du fabricant d'origine ou d'un autre fournisseur. Le titulaire tient un stock des pièces de rechange disponible permettant de palier toutes pannes et de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais contractuels.

Les pièces sont fournies au service bénéficiaire, sur présentation d'un devis comme indiqué aux articles 14.2.c du CCAP et 1.2.3 du CCTP.

Le titulaire doit gérer toute pièce défectueuse qui ne peut être réparée ou remplacée à l'identique comme prévu à l'accord-cadre. Il doit procéder à une nouvelle fabrication ou mettre en place et adapter une pièce d'une technologie équivalente ou supérieure, à ses frais.

En tout état de cause, la réparation ou le remplacement des pièces ne doit pas porter atteinte au niveau de sécurité attesté par le marquage CE de l'appareil. Il appartient au titulaire de s'en assurer et d'en apporter la preuve.

1.2.6 Disponibilité des équipements

Un appareil élévateur est jugé comme disponible lorsque le service bénéficiaire peut jouir pleinement de son utilisation sans que l'équipement concerné soit devenu indisponible du fait d'une mise à l'arrêt à la suite d'une panne, une action de dépannage (avec ou sans remplacement de matériel) ou d'une action de maintenance corrective (avec ou sans remplacement de matériel).

Dès lors, un appareil élévateur est jugé indisponible lorsque, indépendamment du service bénéficiaire et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe, d'un dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Cette indisponibilité débute au moment :

- de l'envoi de la demande d'intervention émise par le service bénéficiaire au titulaire, à la suite d'un dysfonctionnement constaté entraînant la mise à l'arrêt de l'équipement ;
- de l'action de dépannage ou de maintenance corrective, à l'initiative du titulaire, entraînant l'immobilisation de l'appareil.

Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défectueux est retardé du fait du service bénéficiaire, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif.

Le titulaire est tenu de faire connaître au service bénéficiaire la durée prévisible de l'indisponibilité.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'équipement, en état normal de fonctionnement, au service bénéficiaire.

Le **taux d'objectif de disponibilité (Tod)** est calculé comme suit : **Tod = 1 – (Tma / Ha)**

- **Tma** : temps de mise à l'arrêt total de l'appareil ou des appareils d'un même site sur la période concernée exprimée en heure ;
- **Ha** : nombre total d'heures dans une année pour les sites ouverts 24h/24 7j/7 ou en heures (8h00 - 18h00) et jours ouvrés (base : 252 jours ouvrés par an) pour les autres sites.

La disponibilité pour l'exercice est mesurée sur une période de douze mois à compter de la notification du marché subséquent.

A date anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire communiquera au service bénéficiaire, pour la période considérée, le taux d'objectif de disponibilité, exprimé en pourcentage et conformément à la formule ci-dessus, aussi bien pour chacun des appareils élévateurs que pour les équipements d'un même site, objet du bon de commande.

Les taux d'objectif de disponibilité minimum, pour chaque appareil, est fixé à 95%. Dans le cas où le taux d'objectif de disponibilité, sur la période considérée, serait inférieur à celui susnommé, le service bénéficiaire pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 23 du CCAP.

1.3 Compte-rendu des interventions et rapports

1.3.1 Compte-rendu des informations

➔ Objet du carnet d'entretien

Le carnet d'entretien de l'appareil doit être tenu à jour et retranscrire les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du contrat d'entretien.

Il doit être mis à jour lors de chaque visite de maintenance et de chaque intervention de dépannage.

➔ Mentions obligatoires du carnet d'entretien

La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens qui sont intervenus doivent être portés sur le carnet d'entretien de l'ascenseur.

Le carnet d'entretien doit en outre comporter :

- la nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ;
- les dates et causes des incidents et les réparations effectuées au titre du dépannage.

Une étiquette est apposée dans la cabine de l'appareil et indique notamment le jour de passage et le nom du technicien ayant effectué la dernière visite.

➔ Mise à disposition du carnet d'entretien

Le carnet d'entretien doit être mis à la disposition du responsable de site dans un endroit convenu avec ce dernier.

Dans l'hypothèse où l'appareil comporte un dispositif permettant de reconstituer l'historique des opérations d'entretien, le service bénéficiaire et le responsable de site doivent pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

Le titulaire met à la disposition du responsable de site un carnet d'entretien prévu par l'article R. 125-2-1 du Code de la construction et de l'habitation. Le responsable de site et le titulaire

conviendront conjointement du format ainsi que des conditions de mise en œuvre et d'incrémentation de ce carnet.

Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution des prestations de maintenance font l'objet de comptes rendus consignés dans ce carnet d'entretien. Ce dernier relève la date de la visite, les noms et signatures des techniciens, et comporte les informations suivantes :

- les références du marché de maintenance de l'ascenseur ;
- la date d'échéance du bon de commande ;
- les dates, heures d'arrivée et de départ des techniciens ;
- le type d'intervention : maintenance préventive ou corrective ;
- la nature des observations, interventions, modifications, remplacements de pièces effectué sur l'appareil au titre de la maintenance ;
- les dates et causes des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

L'utilisation de codes dans la rédaction des informations devant figurer sur le carnet d'entretien est formellement interdite.

Le carnet d'entretien est mis en œuvre dès la première visite de maintenance. Il est accessible en permanence au propriétaire de l'appareil. L'ensemble des renseignements concernant les prestations de maintenance préventives ou correctives alimentent les rapports d'activité annuels et servent à établir des indicateurs et des statistiques.

1.3.2 Mise en place d'un outil de suivi du contrat / indicateurs et mesures de performance

Le titulaire mettra à disposition du responsable de site et du service bénéficiaire un outil de suivi du contrat (sur la base de la GMAO du titulaire, ou sur la base d'un outil spécifique autre) avec accès personnalisé (au travers d'une adresse générique ou personnalisée) et hiérarchisé pour les différents sites et équipements de l'accord-cadre.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, certains services ne pourront pas accéder à cette communication via internet, le titulaire doit alors prévoir un moyen matérialisé pour le suivi de l'exécution de l'accord-cadre, répondant aux mêmes exigences.

1.4 Prestations associées

1.4.1 Création de la notice des instructions

À défaut de l'existence de la notice des instructions, le titulaire du contrat élabore ce document et le remet au service bénéficiaire, conformément à l'article 4.2.5 alinéa 1 de la norme AFNOR P 82-022.

Le coût de la prestation d'établissement de ce document est indiqué en annexe 5 à l'acte d'engagement.

1.4.2 Téléalarme et télésurveillance

Pour la durée du marché, le titulaire assure la continuité des services de télésurveillance et/ou de téléalarme sur les appareils déjà équipés. Le cas échéant, le service bénéficiaire aura la possibilité d'acheter la prestation d'installation d'un système de téléalarme et/ou de télésurveillance, le service bénéficiaire en est alors propriétaire.

Le titulaire doit être en capacité de mettre à disposition du service bénéficiaire, un service de veille permettant notamment :

- la connexion permanente et la transmission sans intermédiaire à la centrale de veille des anomalies de fonctionnement 24h/24 et 7j/7 ;
- le contrôle permanent du fonctionnement de l'appareil garanti par des cycles de tests quotidiens de vérification de la liaison avec la centrale et une alimentation de secours ;

- la liaison vocale entre l'utilisateur en cabine et le titulaire, le service de sécurité du site ou un opérateur spécialisé de la centrale de veille ;
- l'identification automatique du lieu d'appel ;
- l'horodatage précis et enregistrement de tous les événements concernant le fonctionnement de l'appareil.

Si le service bénéficiaire en exprime le besoin, le titulaire a pour obligation d'installer un système de téléalarme :

- « ouvert » : système reprogrammable par n'importe quel autre fabricant et/ou installateur ;
- conforme à l'arrêté du 18/11/2004 modifié par l'arrêté du 10 décembre 2014 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs, à savoir un système permettant :
 - l'établissement d'une liaison bidirectionnelle permanente avec un service d'intervention ;
 - au service de réception d'identifier automatiquement l'origine de l'appel ;
 - la vérification de fonctionnement par un test automatique ou manuel.

L'installation est effectuée dans un délai maximum de 20 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande. En cas de retard, des pénalités prévues à l'article 23 du CCAP sont appliquées.

➔ Arrêt du réseau 2G et 3G en France et les conséquences sur les téléalarmes

L'arrêt du réseau 2G et 3G en France est prévu à partir de la fin mars 2026 pour l'opérateur Orange et pour la fin de l'année 2026 pour les opérateurs SFR et BOUYGUES TELECOM.

Lorsque ces réseaux seront coupés (2G et 3G), les modules de téléalarme deviendront inopérants, ce qui pourrait entraîner l'arrêt des ascenseurs, car ils ne sont plus conformes aux normes de sécurité en vigueur. La réglementation impose à tout ascenseur de disposer d'un moyen d'alerte et de communication opérationnel avec un service d'intervention.

Si les dispositifs actuels reposent sur une technologie 2G/3G ou présentent un risque d'obsolescence, le titulaire devra proposer une solution technique permettant d'assurer la continuité du service de téléalarme conformément aux exigences de la norme Afnor EN 81-28. Le titulaire est tenu :

- d'identifier, lors de la visite de prise en charge et lors des visites périodiques, tout équipement de téléalarme utilisant les réseaux 2G et 3G ou présentant un risque d'obsolescence lié à leur extinction ;
- d'alerter immédiatement le responsable du service bénéficiaire et le représentant du pouvoir adjudicateur de toute non-conformité ou risque de perte de service ;
- de proposer les mesures nécessaires pour assurer la continuité de service.

Lorsque les équipements existants ne sont plus compatibles avec les réseaux disponibles, le titulaire devra proposer une prestation de mise en conformité comprenant :

- la fourniture d'un boîtier de communication GSM compatible 4G (ou supérieur), incluant carte SIM M2M et abonnement associé ;
- l'installation, le câblage et la mise en service complète du dispositif ;
- les tests fonctionnels obligatoires, notamment l'appel vers la plateforme de réception d'alarme ;
- la mise à jour de la documentation technique et l'étiquetage réglementaire en cabine et en local machinerie ;
- la transmission du rapport d'intervention détaillant les opérations réalisées.

Cette prestation fera l'objet d'un forfait spécial indiqué dans le bordereau des prix à l'annexe 5 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à :

- garantir la disponibilité du service de téléalarme pendant toute la durée du marché ;
- assurer la maintenance du boîtier GSM installé, y compris la gestion de la carte SIM et de l'abonnement ;
- informer le pouvoir adjudicateur et le responsable de site de toute évolution technologique ou réglementaire susceptible d'affecter le dispositif.

1.4.3 Accompagnement des prestations de contrôles réglementaires, d'audit ou de vérification générale périodique

Dans le cadre de la maintenance préventive des appareils, le service bénéficiaire peut solliciter le mainteneur pour accompagner un organisme chargé d'une mission de contrôle, diagnostic, expertise sur les appareils des services bénéficiaires.

Tous les frais correspondants sont réputés inclus dans les prix des prestations de maintenance, dans la limite de deux interventions annuelles. Au-delà, la rémunération du titulaire sera calculé sur la base du tarif horaire indiqué à l'annexe 5 de l'acte d'engagement.

Le service bénéficiaire arrête la date et l'heure de la prestation conjointement avec l'organisme agréé ou mandaté et le titulaire.

Le titulaire assiste cet organisme. Cette assistance comprend notamment l'indication du cheminement, et la mise en place des éléments d'accès aux différentes parties de l'installation (échelle par exemple).

Si le mainteneur ne peut être présent, il s'expose aux pénalités prévues à l'article 23 du CCAP. En tout état de cause, le titulaire s'engage à fournir au service bénéficiaire une attestation notamment pour les tests parachute.

1.4.4 Formation de personnels au dégagement des personnes bloquées

➔ Pré-requis

Le personnel désigné par le service bénéficiaire pour suivre cette formation doit au minimum détenir l'habilitation électrique BOV décrite dans la norme UTE C18.510 ou équivalent.

➔ Modalités d'organisation

Dans les 15 jours calendaires suivants la date d'émission du bon commande de cette prestation, le titulaire doit contacter le service bénéficiaire afin d'établir conjointement un planning pour la réalisation de la prestation. La formation sera réalisée, en présentiel, sur le site du service bénéficiaire et est composée :

- d'une partie théorique pour un groupe maximum de 5 personnes, d'une durée approximative de 4 heures pendant laquelle sont présentés les principaux constituants des ascenseurs et des montes-charges présents sur le site ;
- d'une partie pratique pendant laquelle le même groupe de 5 personnes ayant suivi la partie théorique effectue les procédures de dégagement de personnes bloquée.

Dans un délai maximum de 15 jours calendaires à l'issue de la formation, le titulaire remet au service bénéficiaire une attestation de formation ainsi qu'une fiche d'appréciation sur la capacité du stagiaire à réaliser les opérations de dégagement. L'attestation de formation contient au minimum les éléments suivants :

- nom et prénom du stagiaire ;
- date de délivrance de l'attestation ;
- l'adresse du site concerné ;
- les caractéristiques techniques et d'identification des appareils.

L'attestation ne pourra en aucun cas être utilisée sur un autre site. En cas de changement d'affectation ou de site, la personne devra être à nouveau formée et faire l'objet d'une désignation par le service bénéficiaire.

➔ Renouvellement de l'attestation

L'attestation est valable un an à compter de sa date de délivrance. Afin de renouveler la validité de celle-ci ou dans le cas où des travaux de modernisation ou modifiant la structure de l'appareil auraient été effectués sur le site, le service bénéficiaire doit contacter le titulaire afin de programmer un contrôle pratique du personnel formé antérieurement.

1.5 Restitution des documents

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tout frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

En fin d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bonne utilisation. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi 3 mois avant la date de fin de la période contractuelle de l'accord-cadre. Tout défaut de communication des documents correspondants dans les délais vaudra l'application des pénalités. Cet état des lieux ne fait pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché par le titulaire, celui-ci doit mettre à jour les plans et schémas des installations et les laisser à demeure en machinerie.

Après les 2 premières années de prestations de maintenance et en tout état de cause dans les 30 jours calendaires suivants la deuxième année contractuelle, le titulaire devra fournir l'ensemble des schémas électriques des installations mis à jour.

Article 2 - NATURE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DUES PAR LE TITULAIRE

Choix possible de maintenance en fonction du type d'appareil :

	Ascenseurs MC accessibles	MC inaccessibles	EPMR	PFE
	Article 2.1	Article 2.2	Article 2.2	Article 2.2
MINIMALE				
NORMALE				
ÉTENDUE				
COMPLÈTE				

2.1 Maintenance des ascenseurs et des montes charges accessibles

Le service bénéficiaire choisit :

- soit une prestation de base appelée « prestation de maintenance à clauses minimales réglementaires » ;
- soit une autre prestation dite « prestation de maintenance à clauses étendues ».

2.1.1 Généralités

Le titulaire doit disposer des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (organes de manutention, de mise en sécurité, etc) ainsi que tous les outils spécifiques de

programmation indispensables au bon fonctionnement des appareils, quelle que soit la marque.

En aucun cas, une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite de maintenance.

Les obligations de maintenance portent sur l'ensemble des appareils objets du bon de commande.

Le forfait de maintenance intègre les délais d'intervention suivants :

- intervention de désincarcération sous 1 heure (24h/24 ou pendant les jours ouvrés et heures d'ouverture, selon le bâtiment où est implanté l'appareil) pour dégagement de personnes ;
- intervention en cas de panne sous 4 heures, quel que soit le jour, ouvrable ou non, avec remise en état de fonctionnement de l'appareil.

Le forfait ne prévoit pas :

- des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action du titulaire. Dans le présent accord-cadre, le terme vandalisme est défini comme un acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet ;
- des pièces vétustes qui ont dépassé les délais minimums suivants (à compter de la date d'installation du composant concernés et non de la date de mise en service ou rénovation des appareils) :
 - 30 ans pour les organes mécaniques, par exemple le treuil, la partie mécanique du frein, les poulies, les guides et le parachute ;
 - 20 ans pour les organes électromécaniques, par exemple le moteur, la partie électrique du frein, le dispositif de sélection, les armoires de commande, les serrures et les canalisations électriques ;
 - 15 ans pour les composants électroniques.

2.1.2 Prestation de maintenance à clauses **minimales réglementaires**

Le titulaire effectue les prestations prévues conformément aux règles de la profession, à la réglementation en vigueur et à venir, notamment au sens de la norme AFNOR FD P 82-022 ou équivalent et selon les dispositions de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs et de l'article R134-6 du Code de la construction et de l'habitation.

➔ Opérations de maintenance préventive et vérification périodiques minimales obligatoires quel que soit le type de contrat

I. Visites toutes les 6 semaines

L'intervalle entre deux visites ne peut excéder 6 semaines. Chaque visite comprend notamment les vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- fonctionnement et conditions de sécurité des installations ;
- efficacité des serrures des portes palières et s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ;
- dispositifs de phonie et de téléalarme ;
- câbles.

Les réglages nécessaires, ainsi que le nettoyage et graissage des équipements mécaniques (câbles, guides, coulisseaux, poulies, moteurs, etc) sont effectués à chaque visite.

II. visites semestrielles

L'intervalle entre deux visites ne peut excéder 6 mois. Chaque visite comprend notamment les opérations et vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- examen du bon état des câbles et chaînes de traction, du régulateur ou limiteur de vitesse, de compensation du sélecteur d'étages ;

- lubrification et nettoyage des pièces.

III. visites annuelles

L'intervalle entre 2 visites ne peut excéder 1 an. Chaque visite comprend notamment les opérations et vérifications suivantes, avec essai systématique des équipements :

- vérification de l'état de fonctionnement du parachute avec une attestation fournie à l'appui ;
- vérification de l'état de conservation de la cuvette et amortisseurs ;
- nettoyage des locaux et agencements techniques particuliers (machinerie, dessus de cabine, cuvette), et équipements sous cabine ;
- nettoyage des appareils d'éclairage ;
- contrôle systématique et détaillé par un contremaître spécialisé ;
- lubrification et nettoyage des pièces (la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires est comprise dans le forfait).

➔ Opérations de remplacement des pièces détachées incluses dans le forfait de maintenance

Les mesures de maintenance sont destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil, repérés lors du contrôle technique obligatoire.

Les prestations à clauses minimales comprennent obligatoirement et forfaitairement la maintenance, la réparation, ou le remplacement des pièces suivantes :

I. Pièces cabines

- boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore ;
- paumelles de portes ;
- contacts de porte ;
- ferme porte automatique de porte battante ;
- coulisseaux de cabine, y compris garnitures ;
- galets de suspension et contacts de porte ;
- interface usager d'appel de secours (boutons avec leur signalisation, haut-parleur) ;
- dispositif mécanique de réouverture de porte.

II. pièces palières

- ferme porte automatique de porte battante ;
- serrures ;
- contacts de porte ;
- paumelles de porte ;
- galets de suspension ;
- patins de guidage des portes ;
- câblette de porte ;
- boutons d'appel y compris voyants lumineux ;
- contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

III. pièces machineries

- balais du moteur ;
- tous fusibles.

IV. pièces gaine

- coulisseaux de contrepoids.

V. éclairage

- ampoules cabine, machinerie et gaine ;
- l'éclairage de secours (batterie, pile et accumulateur).

2.1.3 Prestations incluses dans la maintenance à clauses **étendues** réglementaires

En sus des prestations et opérations à clauses minimales ci-dessus mentionnées, le service bénéficiaire peut souscrire des prestations de type étendues, conformément au guide AFNOR NF FD P 82-022 ou équivalent.

Ces prestations intègrent les éventuelles remises à niveaux qui s'avèrent nécessaires lors de la prise en compte des installations, et qui relèvent de ces prestations étendues (ex : remplacement éventuel des câbles de traction). **Ces remises à niveaux ne pourront donner lieu à aucune facturation supplémentaire.**

Les prestations à clauses étendues prévoient la maintenance périodique des appareils dans les mêmes conditions que celles figurant à l'article 2.1.2 ci-avant.

Les prestations à clauses étendues prévoient la maintenance occasionnelle, la réparation ou le remplacement **de toutes les pièces à l'exception :**

- de tous les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables ou ceux rendus nécessaires par l'obsolescence du matériel ;
- des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action du titulaire ;
- des éléments structurels de l'ascenseur : structure de la cabine, arcade, parois, plancher, vantaux et encadrements de portes, guides et attaches de guides ;
- des interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
- des composants du bâtiment : canalisations électriques fixes, tableau d'arrivée de courant ;
- des pièces vétustes qui ont dépassé les délais minimums indiqués à l'article 2.1.1 du présent CCTP.

Les mesures de maintenance sont destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil, repérés lors du contrôle technique obligatoire.

2.2 Maintenance des montes-charges inaccessibles, des élévateurs pour personne à mobilité réduite, des plateformes élévatrices

2.2.1 Généralités

Le titulaire s'engage à maintenir les monte-charges et les élévateurs à usage particulier (EPMR et PFE) dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement garantissant la sécurité des personnes et des biens.

Le forfait de maintenance intègre les délais d'intervention suivants :

- intervention de désincarcération sous 1 heure (24h/24, 7j/7 ou pendant les jours ouvrés et heures d'ouverture, selon le bâtiment où est implanté l'appareil) pour dégagement de personnes ;
- intervention en cas de panne sous 4 heures, quel que soit le jour, ouvrable ou non, avec remise en état de fonctionnement de l'appareil.

Les mesures de maintenance sont destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil, repérés lors du contrôle technique obligatoire.

Les forfaits **ne prévoient pas le remplacement :**

- des pièces dégradées par le vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action du titulaire ;

- des pièces vétustes qui ont dépassé les délais minimums suivants (à compter de la date d'installation du composant concerné et non de la date de mise en service ou rénovation des appareils) :
 - 30 ans pour les organes mécaniques, par exemple : treuil, partie mécanique du frein, poulie, guides, parachute ;
 - 20 ans pour les organes électromécaniques, par exemple : moteur, partie électrique du frein, dispositif de sélection, armoire de commande, serrures, canalisations électriques ;
 - 15 ans pour les composants électroniques.

2.2.2 Visites et interventions

➔ pour les montes charges :

Le titulaire effectue, au titre de son forfait, soit la maintenance normale, soit la maintenance complète telles que définies aux articles 1A et 1B de l'arrêté ministériel du 11 mars 1977. Les visites sont mensuelles et les fréquences d'intervention sont définies par la réglementation.

Attention, les monte-charges accessibles et/ou accompagnés sont considérés comme des ascenseurs et sont donc exclus de ce paragraphe.

Le prix de la maintenance de ces équipements figure aux annexes 2 et 4, pour la partie forfaitaire, et à l'annexe 5, pour la partie unitaire, à l'acte d'engagement.

➔ pour les élévateurs pour personne à mobilité réduite et les plateformes élévatrices :

Les visites sont semestrielles et les fréquences d'intervention sont définies par la réglementation. Le prix de la maintenance de ces équipements figure aux annexes 2 et 4 pour la partie forfaitaire, et à l'annexe 5 pour la partie unitaire, à l'acte d'engagement.

2.2.3 Descriptions des pièces incluses dans le forfait de maintenance des montes-charges

Les prestations normales comprennent obligatoirement et forfaitairement la maintenance, la réparation ou le remplacement des pièces énumérées ci-dessous usées par le fonctionnement normal de l'appareil :

- cabine : boutons d'envoi, paumelles de porte, contacts de porte, ferme-porte automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique;
- paliers : ferme-porte mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel;
- balais du moteur et fusibles.

Les prestations complètes comprennent les prestations prévues au titre des prestations normales ci-dessus, et en plus, la réparation ou le remplacement des pièces énumérées ci-dessous usées par le fonctionnement normal de l'appareil :

- gaine : câbles de traction, de régulateur de compensation et de sélecteur d'étages, impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et fin de course, câbles souples pendentifs, poulies de renvoi, parachutes de sécurité ;
- machinerie : moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements coussinets), frein (mâchoires, bobine, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles,) transformateurs, organes de sélecteur, contrôleurs d'étages et régulateurs de vitesse.

Pour les appareils hydrauliques :

- sur le vérin : joint d'étanchéité et soupape de rupture ;
- sur la centrale hydraulique : distributeur et son système de commande électrovannes, pompes et joints, filtres, appoint d'huile, dispositif anti dérive.

Les mesures de maintenance sont destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil, repérés lors du contrôle technique obligatoire.